

MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DE LA SAÔNE-ET-LOIRE

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 1^{ER} TRIMESTRE 2022
(EN % ET EN NOMBRE)



► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **19 650** (- 3,4 % sur un trim.)
Cat. B, C : **21 800** (- 1,1 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **41 450** (- 2,2 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,1 % au 4^{ème} trimestre 2021
- 0,6 pt par rapport au 3^{ème} Trim. 2021
(France métropolitaine : 7,2 % ; - 0,6 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

185 530 au 4^{ème} trimestre 2021
+ 0,0 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2021

● RECOURS À L'INTÉRIM

7 640 intérimaires au 4^{ème} trimestre 2021
+ 3,2 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2021

France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 5,3 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2021

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

Au quatrième trimestre 2021

L'emploi salarié (privé et public) est stable en Saône-et-Loire par rapport au 3^e trimestre 2021. Hors intérim, l'emploi recule fortement dans l'agriculture. A l'inverse, l'emploi progresse dans l'industrie et le commerce. Sur un an, l'emploi salarié affiche une hausse légèrement plus favorable que celle enregistrée dans la région. La demande en intérim s'accroît légèrement. Le recours à l'activité partielle tend à diminuer : plus de 113 000 heures ont été chômées, ce qui correspond à environ 95 emplois équivalents-temps plein. Le nombre moyen de foyers bénéficiaires du RSA (environ 10 300) continue de reculer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-7,9 %, soit -880) ; une des baisses les plus favorables de la région.

Au premier trimestre 2022

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle tend à se développer. Plus de 620 établissements sont autorisés à recourir au dispositif et cela concerne environ 8 000 salariés. L'abandon progressif des dispositifs de soutien mis en place au plus fort de la crise sanitaire semble se faire sentir comme en témoigne l'augmentation des défaillances d'entreprises. Les créations d'entreprises sont moins dynamiques comparativement à la même période l'an dernier. La demande d'emploi (cat.A) continue de diminuer. Les sorties demeurent plus nombreuses que le volume d'entrées à Pôle emploi. Toutefois, les inscriptions faisant suite à une fin de mission d'intérim ou d'un licenciement hors économique tendent à augmenter. La demande d'emploi de longue durée diminue pour le troisième trimestre consécutif. Elle représente 47 % des demandes d'emploi et est inférieure de 2 points par rapport au 1er trimestre 2021.

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Saône-et-Loire :

Données CVS-CJO

	T1 2022	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	19 650	-3,4	-15,5
Catégories B, C	21 800	-1,1	+0,7
Catégories A, B, C	41 450	-2,2	-7,7

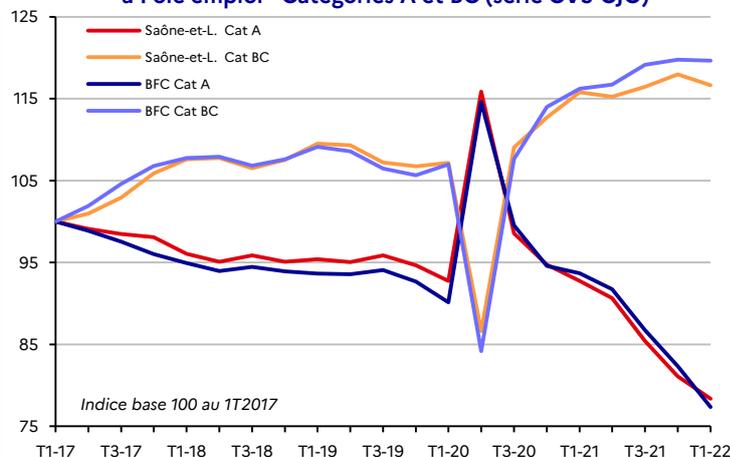
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T1 2022	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	101 620	-6,0	-17,4
Catégories B, C	101 950	-0,1	+3,0
Catégories A, B, C	203 570	-3,2	-8,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T1 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A					
Hommes	9 980	-3,7	-16,1	-7,0	-18,2
< 25 ans	1 360	-4,9	-18,6	-10,6	-24,8
25 - 49 ans	5 350	-3,9	-19,1	-7,2	-19,0
50 ans et plus	3 270	-2,7	-9,7	-5,0	-13,1
Femmes	9 680	-3,0	-14,8	-5,0	-16,6
< 25 ans	1 290	-3,7	-15,1	-6,3	-21,1
25 - 49 ans	5 220	-3,3	-16,1	-5,3	-17,2
50 ans et plus	3 170	-2,2	-12,4	-3,8	-13,1
Total	19 650	-3,4	-15,5	-6,0	-17,4
< 25 ans	2 650	-4,3	-16,9	-8,6	-23,1
25 - 49 ans	10 560	-3,7	-17,7	-6,3	-18,2
50 ans et plus	6 440	-2,3	-11,0	-4,4	-13,1

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T1 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	19 550	-3,0	-8,6	-3,8	-9,0
< 25 ans	2 640	-5,7	-15,9	-7,5	-16,6
25 - 49 ans	11 310	-3,1	-9,5	-3,8	-9,2
50 ans et plus	5 600	-1,4	-2,6	-1,8	-3,9
Femmes	21 910	-1,4	-6,8	-2,5	-7,7
< 25 ans	2 730	-2,5	-11,1	-4,6	-13,8
25 - 49 ans	12 320	-1,8	-7,0	-2,7	-7,9
50 ans et plus	6 860	-0,4	-4,6	-1,4	-4,3
Total	41 450	-2,2	-7,7	-3,2	-8,3
< 25 ans	5 360	-4,3	-13,7	-6,1	-15,3
25 - 49 ans	23 630	-2,4	-8,2	-3,2	-8,6
50 ans et plus	12 460	-1,0	-3,7	-1,6	-4,1

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T1 2022	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	20 960	-0,1	-3,9	-1,8	-6,5
DELD :					
1 à 2 ans	7 730	-7,5	-20,5	-8,5	-20,2
2 à 3 ans	4 560	-3,6	-8,2	-1,3	-1,6
3 ans et plus	8 200	-1,4	-2,5	-2,2	-2,3
Total DELD	20 490	-4,3	-11,3	-4,6	-10,2
Part des DELD	49,4%	-1,1 pt	-2,0 pt	-0,7 pt	-1,0 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T4 2021	Moyenne annuelle 2021 2020	
Assurance chômage	17 630	19 130	20 850
Solidarité - Etat	2 350	2 400	2 660
Autres	490	510	510
Total DE indemnisés	20 470	22 040	23 510
Formation	1 470	1 320	1 430
Part des DE indemnisés* :			
Saône-et-Loire	46,1%		
BFC	47,3%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Saône-et-Loire			BFC	
	T1 2022	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	567	+8	+1,4	+51	+1,8
Fin de mission d'intérim	272	+43	+18,6	+159	+12,7
Démission	190	+33	+21,3	+223	+29,3
Rupture conventionnelle	250	+8	+3,2	+74	+6,1
Licenc. économique	43	-10	-18,5	-125	-29,6
Autre licenciement	274	+46	+20,0	+152	+12,2
Première entrée ⁽¹⁾	152	-35	-18,8	-271	-24,6
Retour d'inactivité ⁽²⁾	662	+12	+1,8	-136	-3,9
Réinscription rapide ⁽³⁾	690	+27	+4,0	+72	+2,2
Autre motif ⁽⁴⁾	260	-2	-0,9	-56	-4,4
Motif indéterminé	387	-2	-0,6	-198	-10,5
Total	3 747	+126	+3,5	-55	-0,3

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Saône-et-Loire			BFC	
	T1 2022	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	592	+26	+4,6	+209	+6,9
Entrée en stage ou formation	499	-22	-4,2	-278	-9,6
Arrêt de recherche**	433	-16	-3,5	+120	+6,0
dont maladie	266	-5	-1,8	+55	+4,4
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	1 867	+275	+17,3	+1 565	+19,7
Radiation administrative	324	+79	+32,3	+590	+47,5
Autre cas ⁽²⁾	318	-25	-7,3	-189	-11,2
Total	4 033	+317	+8,5	+2 018	+10,7

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO Catégorie A	T1 2022	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Autun	5 340	-1,3	-11,9	47,8	13,9	33,2	10,3
Chalon-sur-Saône	5 680	-4,4	-15,2	50,9	13,4	31,2	8,0
Charolles	2 390	-3,2	-17,0	46,9	13,8	38,9	6,8
Louhans	2 000	-5,2	-18,7	51,5	11,5	36,0	6,9
Mâcon	4 250	-3,6	-17,8	49,2	13,9	29,7	8,3
Saône-et-Loire	19 650	-3,4	-15,5	49,3	13,5	32,8	8,3

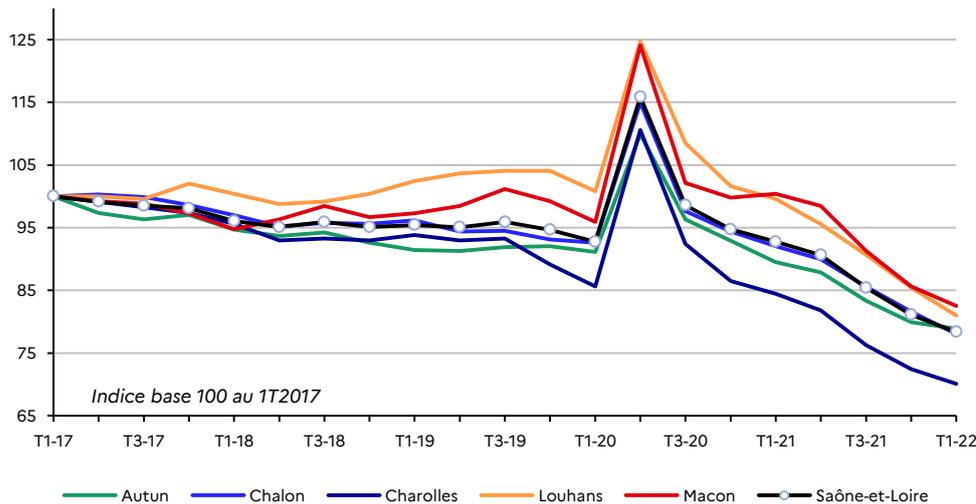
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2018

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T1 2022	Var. (en %) sur		Plus d'un an		
		1 Trim.	1 an	T1 2022	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Autun	10 470	-1,2	-5,7	5 400	-3,9	-10,6
Chalon-sur-Saône	12 250	-2,6	-7,0	6 000	-4,0	-11,4
Charolles	5 140	-2,5	-10,1	2 530	-4,5	-13,4
Louhans	4 330	-3,1	-10,4	2 150	-4,0	-8,9
Mâcon	9 260	-2,3	-8,1	4 410	-5,0	-12,0
Saône-et-Loire	41 450	-2,2	-7,7	20 490	-4,3	-11,3

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
930	+4,5	950	-1,0
1 150	+10,6	1 210	+3,4
500	0,0	530	-3,6
380	+5,6	420	+2,4
910	+4,6	960	0,0
3 860	+5,5	4 070	+0,7

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2022.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

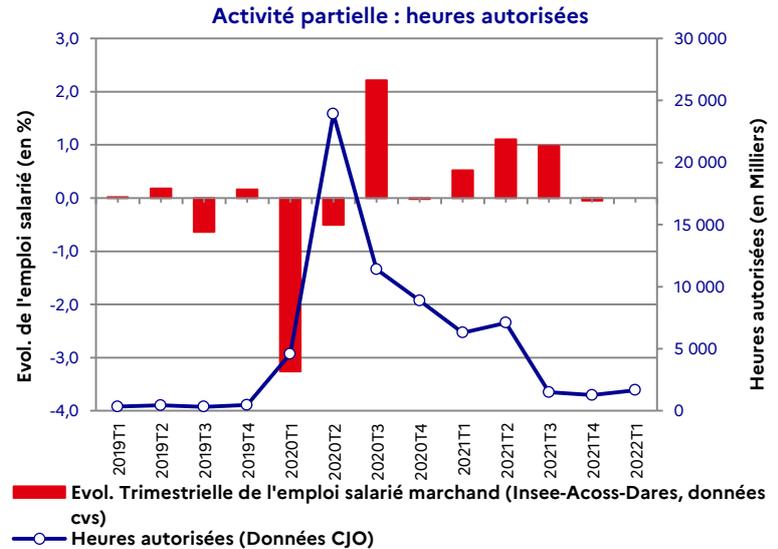
Activité partielle

Données CJO*		Saône-et-Loire	
Heures autorisées		T4 2021	T1 2022
Nombre de demandes en cours		759	728
Volume d'heures autorisées		1 265 209	1 658 929
dont :	Agriculture	440	3 571
	Industrie	965 637	1 204 463
	Construction	13 460	89 114
	Commerce	34 849	33 428
	Services	250 823	328 353
Etablissements autorisés		642	621
dont :	étabs de 50 sal. et plus	117	94
Nombre de salariés concernés**		6 742	7 896
Total heures autorisées 12 mois glissés		16 151 975	11 511 190

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

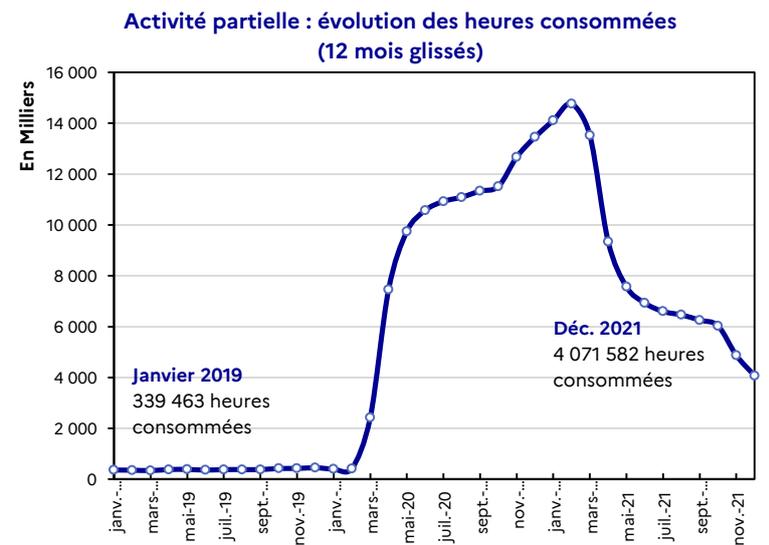


Données CJO*		Saône-et-Loire	
Heures consommées		T3 2021	T4 2021
Nombre d'heures consommées*		160 402	113 128
dont :	Agriculture	750	172
	Industrie	49 181	53 433
	Construction	4 687	3 281
	Commerce	13 299	8 322
	Services	92 486	47 920
Etabs ayant consommé des heures		395	477
dont :	étabs de 50 sal. et plus	50	85
Nombre de salariés concernés**		1 421	1 161
Total heures consommées 12 mois glissés		6 257 370	4 071 582

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre



Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Créations d'entreprises

Données brutes		Saône-et-Loire	
Créations d'entreprises		T1 2022	Evol./T1 2021
		(en %)	
Nombre de créations d'entreprises		1 618	-2,8
dont :	Entreprises individuelles	206	-19,8
	Micro-entrepreneurs	1 029	-1,1
	Sociétés	383	+4,4
Cumul sur 12 mois glissés		5 939	+10,1
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		589	-5,6
Cumul sur 12 mois glissés		2 289	+8,2

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Données brutes		Saône-et-Loire	
Ouvertures de procédures		T1 2022	Evol./T1 2021
		(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures		105	+156,1
dont :	Sauvegardes	s	s
	Redressements judiciaires	30	+275,0
	Liquidations judiciaires directes	71	+129,0
Nombre d'emplois menacés		164	+115,8
dont :	Agriculture	11	+120,0
	Industrie	32	+433,3
	Construction	27	+350,0
	Commerce	24	+4,3
	Services	70	+94,4
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		276	+46,8

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Saône-et-Loire 4 ^{ème} trimestre 2021 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	3 820	-660	-14,8	-120	-3,0	3 840	-670	-14,9	-120	-3,0
Industrie	32 900	+150	+0,5	+250	+0,8	36 800	+430	+1,2	+1 070	+3,0
Industrie agro-alimentaire	6 240	+40	+0,7	+230	+3,8	6 930	+50	+0,8	+440	+6,8
Industries extractives, énergie, eau, déchets	2 230	-10	-0,6	-50	-2,2	2 380	-10	-0,3	-40	-1,7
Equipements élec. électron. info., autres machines	4 310	+70	+1,6	-120	-2,6	5 040	+140	+2,8	+130	+2,6
Matériels de transport	2 430	+10	+0,6	-30	-1,1	2 700	+50	+1,7	0	+0,1
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	17 700	+40	+0,2	+220	+1,3	19 740	+200	+1,0	+540	+2,8
Construction	10 920	-20	-0,2	+200	+1,8	12 090	+30	+0,3	+270	+2,3
Commerce ; réparation auto.	24 530	+90	+0,4	+390	+1,6	25 120	+130	+0,5	+390	+1,6
Services marchands	43 910	+40	+0,1	+1 350	+3,2	46 040	0	-0,0	+1 430	+3,2
Transports et entreposage	10 790	+50	+0,5	+260	+2,5	11 930	0	+0,0	+360	+3,1
Hébergement et restauration	6 490	+50	+0,8	+750	+13,1	6 550	+50	+0,8	+770	+13,3
Information et communication	1 140	-10	-1,2	-10	-1,2	1 150	-20	-1,5	-20	-1,8
Services financiers	3 010	0	-0,0	-40	-1,4	3 030	0	+0,0	-50	-1,5
Services immobiliers	1 250	-20	-1,4	-70	-5,1	1 290	-30	-2,4	-70	-4,9
Services aux entreprises	13 400	+10	+0,0	-10	-0,1	14 210	0	+0,0	-50	-0,3
Services aux ménages	7 820	-30	-0,4	+470	+6,5	7 880	-10	-0,1	+480	+6,5
Services non marchands	61 460	+80	+0,1	+430	+0,7	61 630	+100	+0,2	+490	+0,8
Ensemble	177 540	-320	-0,2	+2 500	+1,4	185 530	+30	+0,0	+3 540	+1,9

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

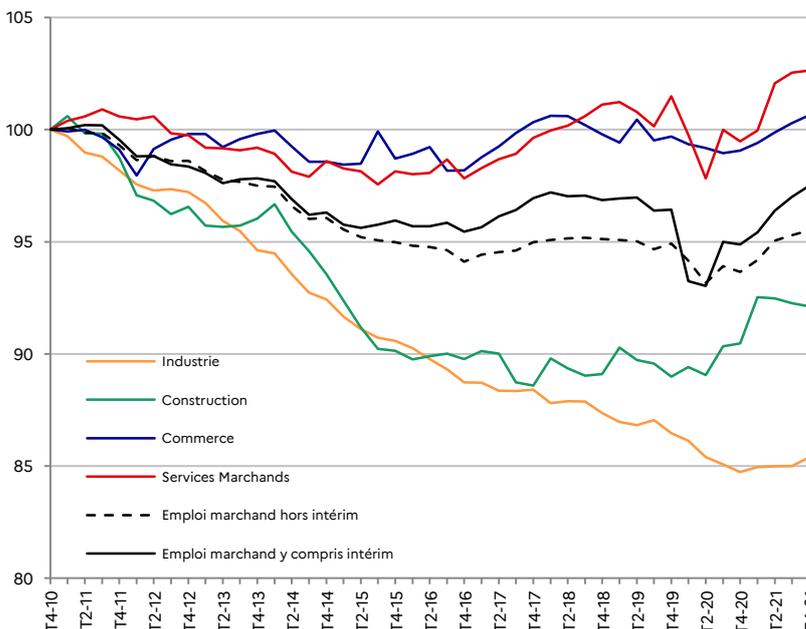
Traitement : Dreetts BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

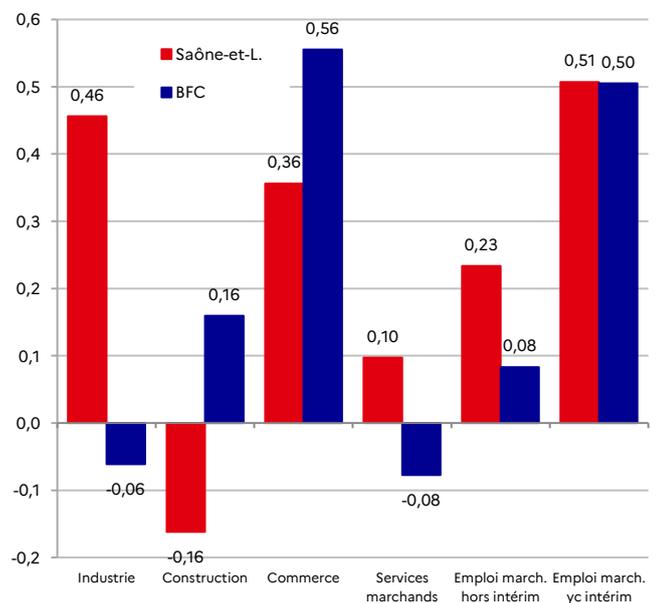
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 3^{ème} et le 4^{ème} trim. 2021, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Saône-et-Loire 4 ^{ème} trimestre 2021 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	30	-20,3	-0,2	0,7	+0,0	30	+50,0	+50,0	1,5	+0,2
Industrie	3 640	+5,3	+32,0	10,0	+2,2	3 540	+8,3	+30,6	2,2	+0,1
Construction	1 130	+3,0	+5,7	9,3	+0,3	1 050	+1,9	+7,1	2,9	+0,1
Commerce	530	-0,6	+9,3	2,1	+0,1	530	+6,0	+12,8	1,5	0,0
Services	2 320	+1,4	-9,0	5,0	-0,6	2 370	+5,3	+4,4	1,7	-0,6
Ensemble	7 640	+3,2	+11,0	6,2	+0,5	7 520	+6,4	+16,6	2,0	-0,2

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

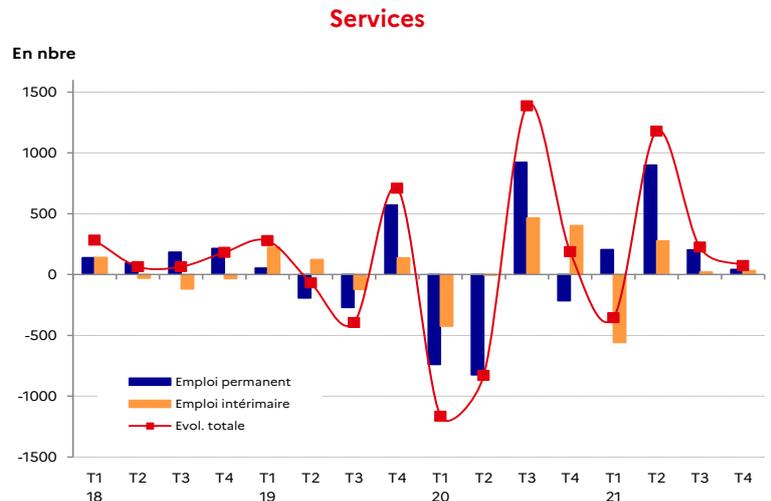
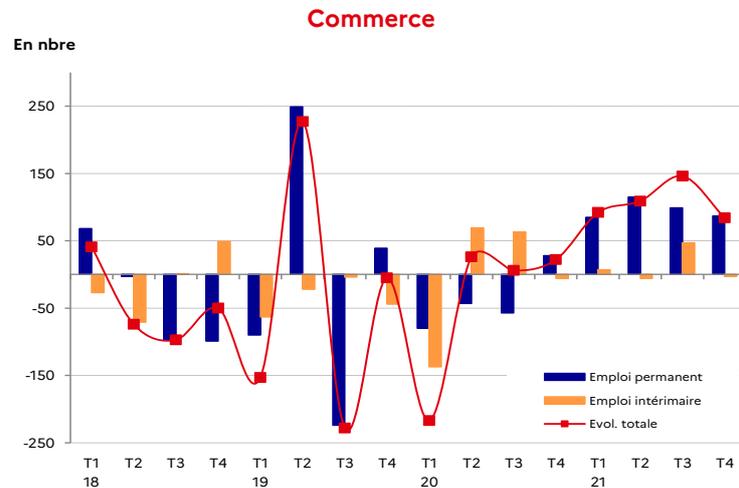
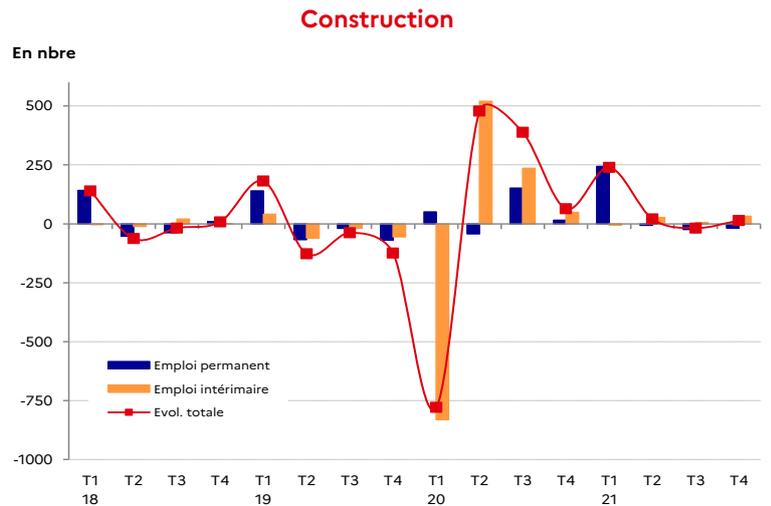
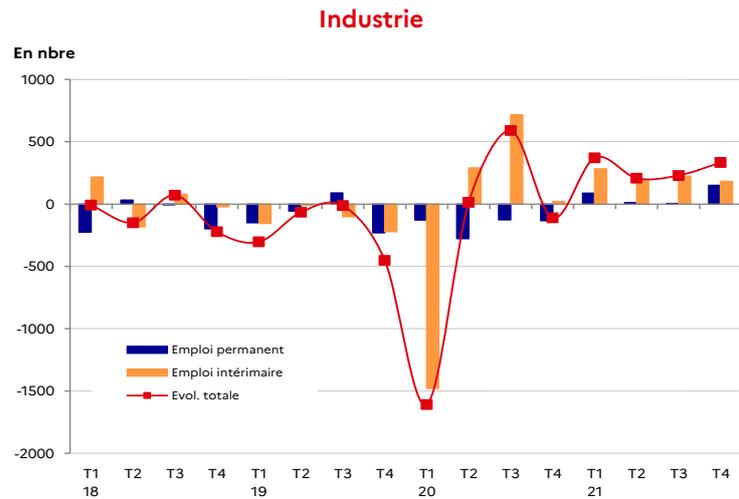
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Saône-et-Loire		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
4e trimestre 2021						
Embauches		1 821	856	4 607	24 625	31 909
Répartition en %		5,7	2,7	14,4	77,2	100,0
dont en % :						
	CDD	48,8	47,4	72,4	86,7	81,4
	< 25 ans	38,3	36,0	50,9	24,8	29,7
	25 - 49 ans	49,6	51,2	34,1	49,3	47,2
	50 - 54 ans	5,6	6,0	5,4	9,7	8,8
	55 ans ou plus	6,4	6,9	9,5	16,2	14,4
	Femmes	36,6	9,5	61,6	64,3	60,9
Sorties		1 844	1 135	4 708	25 690	33 377
Répartition en %		5,8	3,6	14,8	80,5	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	38,9	33,4	63,6	83,5	76,5
	dont CDD < 1 mois	37,3	22,2	72,4	86,1	82,1
	Demissions	23,5	26,4	15,3	6,9	9,6
	Licenciements économiques	2,7	3,1	0,6	0,3	0,5
	Licenc. non économiques	11,3	12,0	6,3	2,9	4,1
	Retraite	8,4	5,3	1,9	1,2	1,8
	Ruptures Conventionnelles	6,3	8,7	3,7	1,2	2,1
	< 25 ans	29,6	26,6	45,1	23,5	27,0
	25 - 49 ans	44,8	54,3	36,6	49,1	47,3
	50 - 54 ans	6,8	6,5	5,9	9,6	8,8
	55 ans ou plus	18,8	12,6	12,4	17,7	16,8
	Femmes	34,2	11,2	61,1	64,5	60,5

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

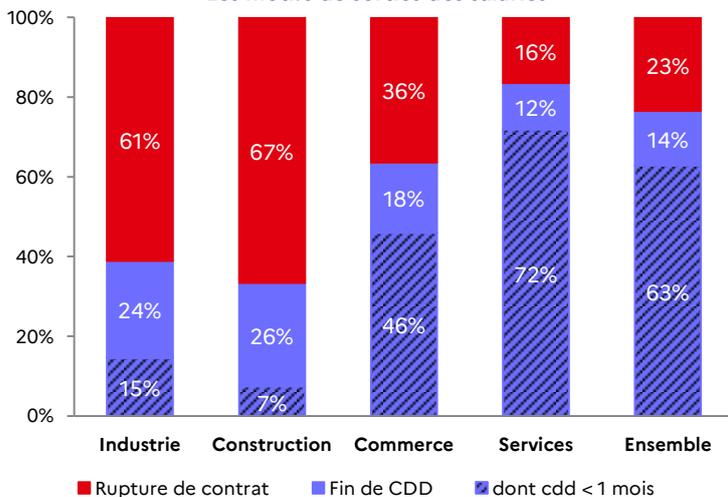
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

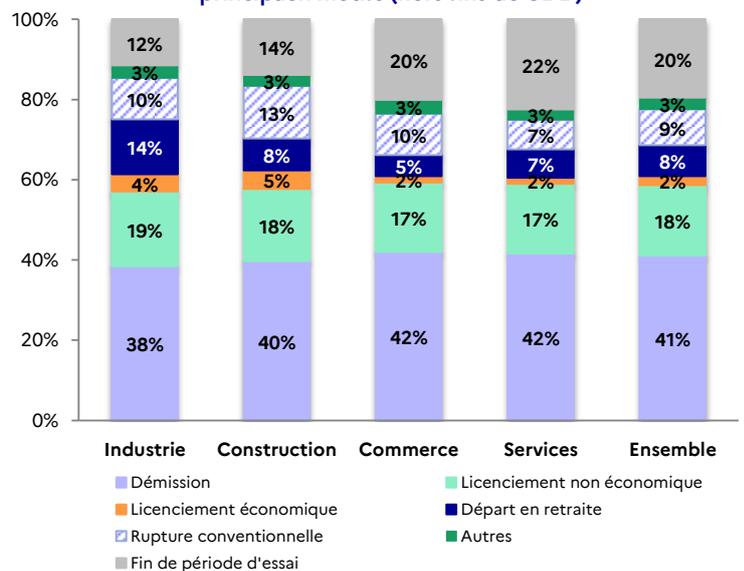
Lecture : Au 4e trimestre 2021 parmi les embauches dans l'industrie 48,8 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 2,7 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,5 % tous secteurs confondus

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 46 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 38 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Saône-et-Loire		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
4e trimestre 2021							
Actifs en emploi (en %)		9,5	58,7	14,5	17,3	51,4	30,0
Embauches		9 469	15 050	2 793	4 597	19 421	5 861
dont en % :							
	CDD	80,1	78,5	84,2	91,8	85,6	85,2
Sorties		9 016	15 793	2 949	5 619	20 203	5 662
dont en % :							
	Fins de CDD	77,1	74,8	80,8	78,3	80,8	82,3
	dont CDD < 1 mois	77,1	81,8	87,0	88,2	84,6	82,2
	Demissions	9,6	12,1	7,5	3,8	7,9	7,3
	Licenciements économiques	0,1	0,7	0,9	0,7	0,4	0,1
	Licenc. non économiques	4,8	4,2	3,7	3,0	3,4	3,5
	Retraite	0,0	0,0	0,3	10,6	1,4	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,8	3,0	2,4	1,5	1,8	0,5

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 91,8 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2018, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi frontalier

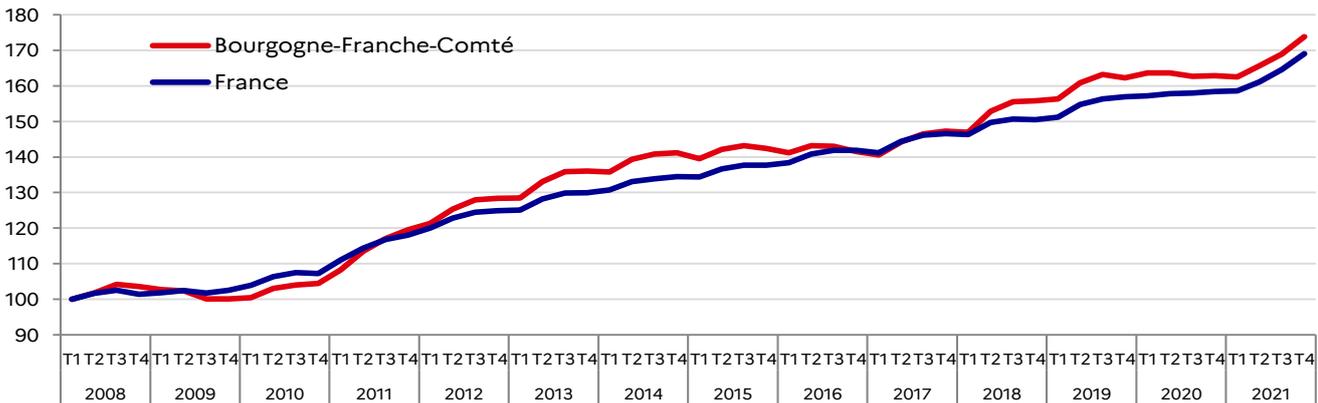
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2021	Actifs occupés RP 2018	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 025	217 040	22,3	-0,5	+3 200	+1,5	164	0,4	+7,2	+15	+10,1
Doubs	221 304	193 790	19,9	+0,4	+1 220	+0,6	29 448	71,9	+2,8	+1 884	+6,8
Jura	105 358	86 690	8,9	+0,2	+1 210	+1,4	6 875	16,8	+2,6	+367	+5,6
Nièvre	71 403	65 420	6,7	+0,4	+550	+0,9	16	0,0	+6,7	+5	+45,5
Haute-Saône	92 636	66 380	6,8	+0,6	+720	+1,1	556	1,4	+7,1	+78	+16,3
Saône-et-Loire	211 354	185 530	19,1	+0,0	+3 540	+1,9	203	0,5	+3,0	+29	+16,7
Yonne	127 326	108 090	11,1	+0,2	+1 500	+1,4	26	0,1	+30,0	+9	+52,9
Territoire de Belfort	55 900	48 740	5,0	+0,7	+40	+0,1	3 688	9,0	+2,6	+195	+5,6
BFC	1 105 305	971 670	100,0	+0,1	+11 970	+1,2	40 976	100,0	+2,9	+2 582	+6,7

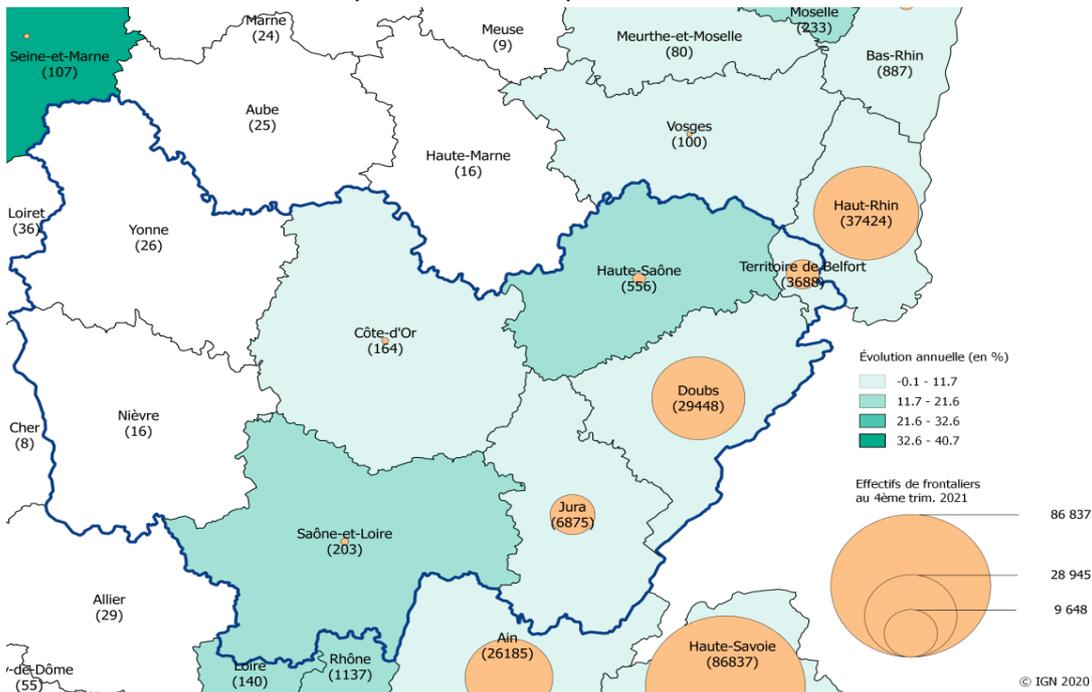
Sources : INSEE - RP 2018 (enquêtes annuelles 2016 à 2020) ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de +6,8 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 29 448 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Saône-et-Loire			BFC
	T1 2022	Cumul 2022	Var.(%)/ cumul 2022	Var.(%)/ cumul 2021
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
PEC	210	210	-9,1	-2,2
dt jeunes	68	68	+6,3	+4,0
dt Education Nat.	8	8	0,0	-2,9
dt Collectivités	10	10	n.d.	n.d.
dt résidents QPV	18	18	n.d.	n.d.
dt résidents ZRR	120	120	-	-
CIE Jeunes	115	115	-	-
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	677	677	-9,5	-25,6
dt Garantie Jeunes*	187	187	-9,7	-24,4
dt résidents QPV	67	67	-16,3	-22,9
CEJ**	412	412	-	-
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs***	33	33	-2,9	-27,3
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 4T2021)				
- secteur public	15	120	-3,2	+62,6
- secteur privé	677	4 604	+32,3	+29,4

* Jusqu'au 28/02/22, date de fin du dispositif.

** Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

*** Données arrêtées à la semaine 13

s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T3	Cumul	Var.(%)/
	2021	2021	cumul 2020
Côte d'Or	397	1 310	+22,0
Doubs	524	1 518	+20,1
Jura	310	1 018	+32,4
Nièvre	270	839	+95,6
Haute-Saône	152	507	+17,4
Saône-et-Loire	536	1 608	+43,3
Yonne	506	1 475	+56,9
Territoire de Belfort	139	412	+44,6
BFC	2 834	8 687	+37,6

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

Garantie jeunes et CEJ (Contrat d'engagement jeune) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

Emploi d'avenir : DARES

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Saône-et-Loire		BFC
	T1 2022	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	603	+40,2	+33,2
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	1 063	+107,8	+77,8
IAE (au 3T2021)	1 578	+8,5	+9,3

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie. Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux. Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2021 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	10 033	-8,1	36 727	-1,0	8 310	+1,6	1 860	-12,8
Doubs	12 823	-4,8	32 893	+2,6	10 260	-0,5	2 100	-8,0
Jura	3 760	-8,4	15 487	+1,2	5 103	-1,3	833	-8,4
Nièvre	5 763	-5,3	13 840	-0,2	6 200	-0,7	943	-11,3
Haute-Saône	4 167	-8,2	15 183	+0,8	5 347	+3,2	1 130	-9,6
Saône-et-Loire	10 337	-7,9	36 590	+1,6	11 620	+1,2	2 327	-12,9
Yonne	8 910	-6,9	23 443	+0,4	7 653	+4,2	1 503	-11,7
Territoire de Belfort	4 420	-3,3	9 653	+6,0	2 330	+0,1	807	-0,8
BFC	60 213	-6,6	183 817	+1,1	56 823	+1,0	11 503	-10,3

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

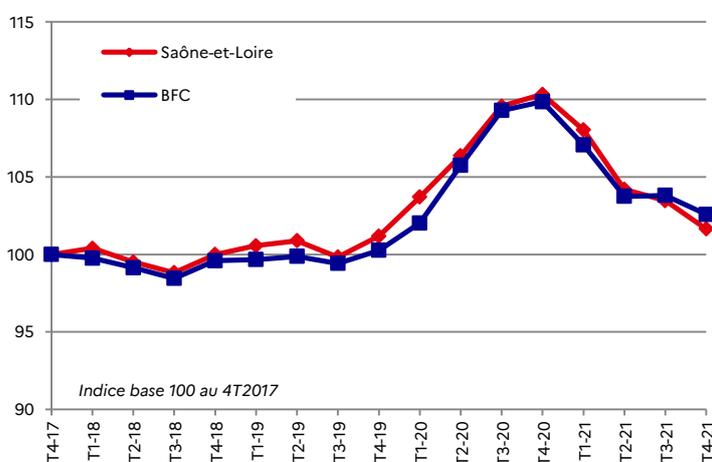
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

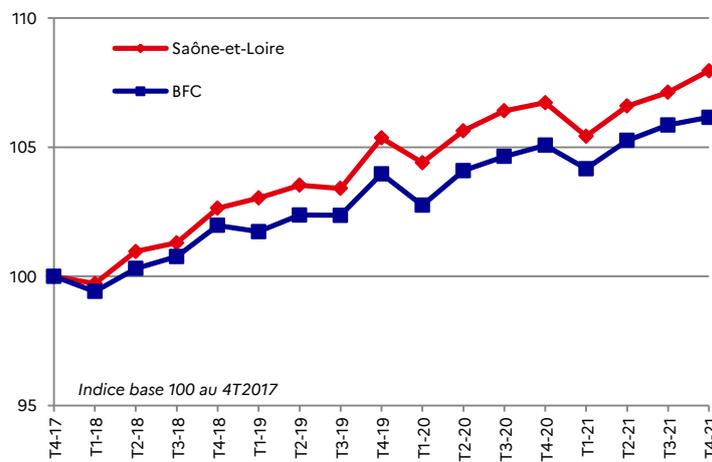
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

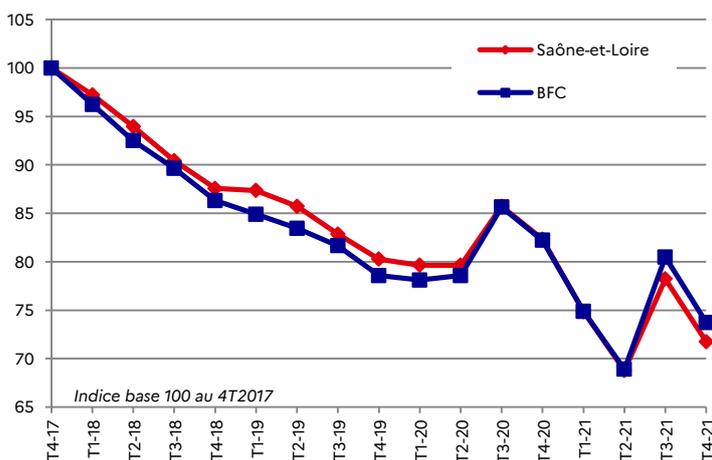
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

